97-84151-23

Deschamps, Gaston

L'effort grec

Paris

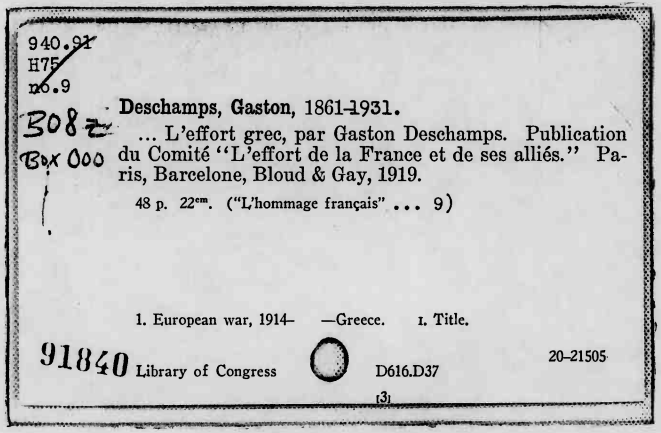
1919

97-84151-23
MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD



940.91
H75
no.9
B08z
Box 000

Deschamps, Gaston, 1861-1931.
... L'effort grec, par Gaston Deschamps. Publication du Comité "L'effort de la France et de ses alliés." Paris, Barcelone, Bloud & Gay, 1919.
48 p. 22cm. ("L'hommage français" ... 9)

1. European war, 1914– —Greece. I. Title.

91840 Library of Congress D616.D37 20-21505
(3)

RESTRICTIONS ON USE: *Reproductions may not be made without permission from Columbia University Libraries.*

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 10:1 IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 8-4-97 INITIALS: PB

TRACKING # : 26385

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

"L'HOMMAGE FRANÇAIS"

# L'EFFORT GREC

940.91
H75
no.9

PAR

Gaston DESCHAMPS

PUBLICATIONS DU COMITÉ
"L'EFFORT DE LA FRANCE
ET DE SES ALLIÉS"

BLOUD & GAY, Éditeurs
PARIS-BARCELONE

"L'HOMMAGE FRANÇAIS"

# L'EFFORT GREC

PAR

**Gaston DESCHAMPS.**

PUBLICATION DU COMITÉ.
*"L'EFFORT DE LA FRANCE ET DE SES ALLIÉS"*

BLOUD & GAY
EDITEURS
*PARIS*
*3, rue Garancière*
*BARCELONE*
*Calle del Bruch, 35*
1919
Tous droits réservés

# L'EFFORT GREC

## DISCOURS DE M. LEON BOURGEOIS

MESDAMES, MESSIEURS,

Ma première parole sera pour saluer l'illustre président du gouvernement grec, M. Venizelos, et ceux qui sont présents autour de lui pour représenter la Grèce à cette manifestation : M. le Ministre des Affaires étrangères de Grèce, M. Politis et M. Athos Romanos, ministre plénipotentiaire de Grèce à Paris.

Vos acclamations disent assez en quelle estime nous tenons ces hommes, quel respect nous avons pour les représentants de la Grèce nouvelle.

M. Athos Romanos était déjà ministre de Grèce à Paris bien avant la guerre; déjà, à ce moment, il jouissait de l'estime et de l'amitié de tous ceux qui l'approchaient. Lorsque sont venues les heures sombres, il n'a pas hésité : il a abandonné ses fonctions pour rester libre; il est resté libre, ami de la France et de la liberté.

Aussi, est-ce avec une joie profonde que nous l'avons vu reprendre son poste, dès que la Grèce a retrouvé elle-même son entière indépendance.

Quant à M. le ministre Politis, je ne sais si je dois saluer en lui l'Athénien, le Grec ou le Français, car il a été pen-

dant longtemps, vous le savez, et on le sait bien dans cette maison de l'Université, un des professeurs éminents de nos Facultés de droit, enseignant, avec un éclat particulier, avant de les pratiquer dans les faits, ces règles du Droit public dont il s'est toujours fait le défenseur.

Quant à vous, mon cher et illustre Président, ai-je besoin de rappeler à tous ceux qui ont répondu à notre appel, une vie consacrée tout entière au culte de la défense du droit? Ai-je besoin de rappeler ces paroles prophétiques que vous prononciez à la tribune d'Athènes dans les premiers jours de la guerre, quand vous annonciez quelles seraient les conséquences de l'orage qui s'amassait au-dessus de nos têtes? Ai-je besoin de rappeler ensuite cette retraite si courageuse qui, au milieu des périls les plus graves, je puis bien le dire, vous a honoré autant qu'une action militaire aurait pu le faire? Pas un jour, en effet, au cours de cette retraite, vous n'avez cessé de soutenir le moral de la nation grecque et de lui rappeler dans quelle voie l'emportaient ses traditions.

Puis, vous avez senti que l'heure avait sonné, et vous êtes parti à Salonique fonder le gouvernement de la liberté hellénique, consacrant toutes vos forces à défendre cette liberté, en association étroite avec les chefs des armées françaises et alliées.

C'est à Salonique que vous avez préparé l'action militaire que vous avez ensuite poursuivie avec les généraux Sarrail, Guillaumat, Franchet d'Espérey, action qui devait, un jour, conduire les armées grecques à la victoire décisive rompant à la fois ses chaînes et celles du monde.

Quand l'histoire d'un tel homme s'écrit dans les annales de l'humanité, sa mémoire est certaine de l'immortalité.

Mesdames, messieurs, vous allez entendre tout à l'heure ceux qui sont chargés de vous dire quel a été l'effort grec au cours de la guerre. Malheureusement, l'un d'entre eux, le



principal d'entre eux, manque à notre réunion : M. Denys Cochin devait prendre la parole et vous entretenir, comme il sait le faire, avec son grand esprit, avec son grand cœur, de choses qu'il connaît à merveille. Qui a oublié le voyage triomphal, je puis le dire, qu'il a fait à Athènes, alors que j'avais l'honneur de siéger à ses côtés dans le gouvernement de la République, au cours duquel il a apporté aux populations hellènes le témoignage actif des sentiments de la France et au cours duquel encore, comme gage de reconnaissance, vous avez bien voulu lui donner le droit de cité parmi vous.

C'est à M. Denys Cochin qu'il aurait appartenu de dire l'intensité de l'effort de la Grèce; il s'était chargé d'exposer l'ensemble des préparations et des actes grâce auxquels plus de dix divisions d'infanterie — 170.000 hommes — sur le front et presque autant d'hommes dans les services divers de l'armée, soit en tout 300.000 Grecs au moins, ont pris Dieu sait quelle part glorieuse à la lutte en Macédoine.

M. Denys Cochin vous aurait dit aussi ce qu'a fait la marine grecque, marine militaire, aussi bien que marine marchande, qui, sans ménager ses efforts, en les multipliant, a consenti tous les sacrifices.

Et puis enfin, M. Denys Cochin connaît le chiffre de vos pertes tant sur terre que sur mer : avec quelle compétence il aurait su faire comprendre à ceux qui sont ici la grandeur des efforts accomplis et par suite la valeur de cette armée et de cette marine grecques, qui donnent à votre peuple le droit de parler si haut au moment où s'ouvriront les délibérations de paix.

M. Gaston Deschamps, heureusement, est ici : il vous dira, avec sa haute compétence, tout ce qui touche au passé glorieux et aux glorieuses espérances de la nation grecque. Nul mieux que lui ne connaît cette nation et ce

peuple. Dans un petit mot qu'il m'écrivait hier, il rappelait cette Ecole d'Athènes dont il a été un des élèves les plus brillants et dont il est resté un des maîtres, me disant comment, dès cette époque, il avait pour ainsi dire mêlé l'âme française à l'âme hellénique, comment depuis, dans tous ses travaux, il avait toujours, je puis dire, pensé dans les deux langues, parce que toutes deux, en fait, exprimaient le même idéal. Je lui laisse le soin de dire tout à l'heure toutes ces choses : nul ne saurait mieux que lui s'acquitter de cette tâche.

Enfin, après M. Gaston Deschamps, M. Politis voudra bien — M. Venizelos m'en donnait tout à l'heure l'assurance — remplaçant M. Denys Cochin, et quoiqu'il ait un rôle personnel à jouer dans cette réunion, comme ministre des Affaires étrangères, dire ce que mon ancien collègue pense de votre pays.

Mesdames, messieurs, ma tâche était brève. J'avais l'unique devoir de vous présenter ceux qui vont prendre la parole devant vous. Je terminerai donc par quelques mots très simples, mais qui viennent vraiment du fond de mon cœur.

J'ai parlé tout à l'heure de l'effort de la Grèce sans trouver d'expressions qui fussent à la hauteur de ce vaste sujet et je n'ai pu louer cet effort comme il méritait de l'être. Mais il est une pensée qui nous vient à tous.

Est-ce que cet effort de la Grèce pour la liberté du monde est simplement l'effort admirable que votre nation vient d'accomplir au cours de ces quatre années de guerre? Est-ce dans ces derniers jours seulement qu'il faut chercher les causes de la reconnaissance que nous devons avoir à votre égard?

Où donc, à quelles sources les plus anciennes et les plus pures, l'humanité a-t-elle puisé l'ensemble des sentiments et des idées qui sont la gloire et l'honneur des



temps contemporains, sinon dans les œuvres admirables de vos poètes, de vos orateurs, de vos historiens, de vos philosophes, dans les œuvres de vos incomparables artistes, leçons merveilleuses, initiatrices de la raison humaine, éducatrices de vérité, de justice, de beauté? C'est là que remonte notre esprit, c'est là que prend contact notre âme lorsque nous voulons nous élever au-dessus des contingences misérables qui sont malheureusement la part inévitable de l'humanité en route. Lorsque nous voulons, d'un point élevé, voir l'ensemble du monde et, par son passé, définir son avenir, n'est-ce pas sur votre Acropole que l'humanité tout entière fait son ascension?

Je relisais, il y a quelques jours, certaines pages de l'histoire militaire de ce temps, et un rapprochement saisissant se faisait malgré moi dans ma pensée. J'avais repris le récit des deux victoires de la Marne : la première, qui fut le signe du grand réveil de la France, la seconde, qui a sauvé le monde, et constatant une fois de plus par quels efforts nos héros à nous avaient, à deux reprises, avec le concours de nos généreux alliés, arrêté, puis repoussé la ruée barbare, je me disais que ce miracle — c'est le mot qui a été prononcé — n'était pas unique, qu'il n'était pas le seul miracle de ce genre qui fût inscrit dans les fastes de l'humanité; et, quand les noms de Joffre et de Foch étaient prononcés, il me semblait entendre, à travers le lointain des âges, comme l'écho retentissant des noms de Miltiade, vainqueur à Marathon, et de Thémistocle, vainqueur à Salamine.

Oui, voilà bien deux fois que, dans l'histoire du monde, la barbarie est venue se briser au pied des héros. Et ceux qui nous ont montré l'exemple, ce sont vos ancêtres, mon cher président du Conseil, ce sont les ancêtres des Grecs d'aujourd'hui.

Il n'est pas jusqu'à certains détails qui n'appellent

nécessairement une sorte de rapprochement et de comparaison. J'ai repris les *Perses* d'Eschyle et les lamentations d'Atossa; j'ai retrouvé ce passage, que je vous demande la permission de citer :

« *Xerxès sanglote à l'aspect de cet abîme d'infortune, car il s'était assis en un lieu d'où l'armée tout entière se découvrait à sa vue. Il déchire ses vêtements, pousse des cris de détresse. Il donne aussitôt à son armée de terre l'ordre de la retraite. Il part; mais c'est une déroute, c'est une fuite...* »

Comment s'appelle donc Xerxès aujourd'hui?

Que de rapprochements! Comme nous nous sentons l'âme commune! D'ici quelques jours vont s'ouvrir les grandes assises de la paix; la Grèce glorieuse va pouvoir faire connaître ses revendications; à l'heure où la liberté des nations de désigner elles-mêmes le sort qui leur est dû va pouvoir se manifester librement, à l'heure évoquée par un autre grand homme d'Etat du monde, le président Wilson, où va se fonder enfin la Société des nations libres, pourrions-nous oublier que, dans ce domaine aussi, la Grèce a été une initiatrice, que le peuple grec a été un précurseur?

Qui donc, en effet, a perdu le souvenir de ce tribunal très ancien des Amphictyons, élevé au-dessus des sociétés grecques comme un tribunal arbitral chargé de régler à l'amiable, s'il était possible, les conflits survenus entre les cités concurrentes, tribunal ayant le droit de décider souverainement, de dévouer aux dieux ceux qui désobéissaient à ses décisions, d'imposer la loi de justice à ceux qui voulaient troubler le monde, et de frapper ceux qui, violant le pacte sacré conclu sur l'autel d'Apollon, oubliaient les devoirs du citoyen, de l'homme conscient de sa parole donnée et se livraient à la violence dans un esprit d'ambition et de conquête.



Pendant quatre cents ans, ce tribunal des Amphictyons a fonctionné. Certes, il n'a pu éviter toutes les dissensions, toutes les divisions; mais bien souvent il les a empêchées de naître et à plusieurs reprises il a frappé les coupables avec une extrême sévérité : et sa seule décision constituait pour l'avenir la flétrissure définitive. Les Amphictyonies ont duré autant que la liberté grecque : l'invasion macédonienne a fait tomber toutes les institutions libres des sociétés helléniques.

Aujourd'hui, la victoire remportée sur la barbarie nous donne le gage que nos Amphictyons à nous ne seront plus dépossédés de leurs pouvoirs, et nous pouvons espérer que, lorsque prochainement se réuniront les représentants de toutes les nations, ce jour-là, c'est bien la justice, le droit qui parleront pour toujours.

Quand les représentants de la Grèce paraîtront dans cette salle, ils y seront magnifiquement précédés par les souvenirs que je viens d'évoquer. Et à l'esprit de tous ceux qui les salueront, prêts à reconnaître et à consacrer tous les droits légitimes qu'ils revendiqueront, reviendront ces mots célèbres de la *Prière sur l'Acropole*, qui me paraissent avoir été écrits pour ce jour même par notre illustre Renan :

*O Victoire! Les cités, tu les gardes, ô Promachos!... O Pacifique, Législatrice, source des constitutions justes! Démocratie, toi dont le dogme fondamental est que tout bien vient du peuple, et que, partout où il n'y a pas de peuple pour nourrir et inspirer le génie, il n'y a rien... Sagesse, toi que Zeus enfanta...*

*Le monde ne sera sauvé qu'en revenant à toi, en répudiant ses attaches barbares.*

INTENTIONAL SECOND EXPOSURE



nécessairement une sorte de rapprochement et de comparaison. J'ai repris les *Perses* d'Eschyle et les lamentations d'Atossa; j'ai retrouvé ce passage, que je vous demande la permission de citer :

« *Xerxès sanglote à l'aspect de cet abîme d'infortune, car il s'était assis en un lieu d'où l'armée tout entière se découvrait à sa vue. Il déchire ses vêtements, pousse des cris de détresse. Il donne aussitôt à son armée de terre l'ordre de la retraite. Il part; mais c'est une déroute, c'est une fuite...* »

Comment s'appelle donc Xerxès aujourd'hui?

Que de rapprochements! Comme nous nous sentons l'âme commune! D'ici quelques jours vont s'ouvrir les grandes assises de la paix; la Grèce glorieuse va pouvoir faire connaître ses revendications; à l'heure où la liberté des nations de désigner elles-mêmes le sort qui leur est dû va pouvoir se manifester librement, à l'heure évoquée par un autre grand homme d'Etat du monde, le président Wilson, où va se fonder enfin la Société des nations libres, pourrions-nous oublier que, dans ce domaine aussi, la Grèce a été une initiatrice, que le peuple grec a été un précurseur?

Qui donc, en effet, a perdu le souvenir de ce tribunal très ancien des Amphictyons, élevé au-dessus des sociétés grecques comme un tribunal arbitral chargé de régler à l'amiable, s'il était possible, les conflits survenus entre les cités concurrentes, tribunal ayant le droit de décider souverainement, de dévouer aux dieux ceux qui désobéissaient à ses décisions, d'imposer la loi de justice à ceux qui voulaient troubler le monde, et de frapper ceux qui, violant le pacte sacré conclu sur l'autel d'Apollon, oubliaient les devoirs du citoyen, de l'homme conscient de sa parole donnée et se livraient à la violence dans un esprit d'ambition et de conquête.



Pendant quatre cents ans, ce tribunal des Amphictyons a fonctionné. Certes, il n'a pu éviter toutes les dissensions, toutes les divisions; mais bien souvent il les a empêchées de naître et à plusieurs reprises il a frappé les coupables avec une extrême sévérité : et sa seule décision constituait pour l'avenir la flétrissure définitive. Les Amphictyonies ont duré autant que la liberté grecque : l'invasion macédonienne a fait tomber toutes les institutions libres des sociétés helléniques.

Aujourd'hui, la victoire remportée sur la barbarie nous donne le gage que nos Amphictyons à nous ne seront plus dépossédés de leurs pouvoirs, et nous pouvons espérer que, lorsque prochainement se réuniront les représentants de toutes les nations, ce jour-là, c'est bien la justice, le droit qui parleront pour toujours.

Quand les représentants de la Grèce paraîtront dans cette salle, ils y seront magnifiquement précédés par les souvenirs que je viens d'évoquer. Et à l'esprit de tous ceux qui les salueront, prêts à reconnaître et à consacrer tous les droits légitimes qu'ils revendiqueront, reviendront ces mots célèbres de la *Prière sur l'Acropole*, qui me paraissent avoir été écrits pour ce jour même par notre illustre Renan :

***O Victoire! Les cités, tu les gardes, ô Promachos!... O Pacifique, Législatrice, source des constitutions justes! Démocratie, toi dont le dogme fondamental est que tout bien vient du peuple, et que, partout où il n'y a pas de peuple pour nourrir et inspirer le génie, il n'y a rien... Sagesse, toi que Zeus enfanta...***

***Le monde ne sera sauvé qu'en revenant à toi, en répudiant ses attaches barbares.***

---

*

## CONFERENCE DE M. GASTON DESCHAMPS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Ecole française d'Athènes, dont une voix autorisée rappelait tout à l'heure avec tant d'éloquence les titres déjà anciens et toujours renouvelés, sera particulièrement heureuse lorsqu'elle recueillera les échos de la manifestation organisée en ce jour dans cette glorieuse maison de la Sorbonne, en l'honneur de la Grèce amie et alliée, de son illustre président du Conseil, de son ministre des Affaires étrangères, du chef de sa légation à Paris, en présence des autorités civiles et militaires qui représentent M. le Président de la République et le Gouvernement français, sous la présidence d'un Athénien de Paris qui, docile aux conseils de sagesse et de justice qui n'ont jamais cessé de descendre de l'Acropole, a consacré sa vie entière à l'organisation de la paix, victorieuse du mal, de la paix juste, de la paix équitable, selon le code futur de la Société des nations libres.

Athènes est ici présente, non pas seulement par la magie du grand artiste qui a su apporter dans cette enceinte quelque chose de la lumière éthérée et de l'atmosphère subtile du bois sacré des Muses, mais aussi par les couleurs claires de son drapeau qui doit aux périls qu'il a courus l'honneur de s'unir aux drapeaux de toutes les nations alliées pour la défense de la liberté, et par la haute conscience du président Venizelos qui, comme Lloyd George en Angleterre,

comme Wilson aux Etats-Unis, comme le philhellène Clemenceau chez nous, a montré comment, dans un pays de traditions démocratiques et de culture libérale, un homme élu par ses concitoyens peut répondre à l'idéal de toute une nation.

Cette nation, inséparable de son chef, nous sommes, j'ose le dire, quelques-uns qui la connaissions d'une manière particulièrement familière et amicale; tous les anciens, comme tous les nouveaux de l'Ecole française d'Athènes, pourraient apporter le témoignage dont je ne suis ici que le très modeste interprète, mais qui est fondé sur une longue expérience et sur une stricte observation de la vérité.

Notre Ecole est une institution bien hellénique et bien française à la fois, peut-être unique en son genre, d'ailleurs, car elle a introduit l'amitié dans la politique et n'a jamais poursuivi que des buts idéaux et désintéressés.

Un jour, la France a eu l'idée ingénieuse et bonne de dire à un certain nombre de jeunes savants, de lettrés qui, successivement, se sont appelés Alfred Mézières, Georges Perrot, Fustel de Coulanges, Emile Gebhardt, Vidal de Lablache : « Allez là-bas, mes amis, allez faire votre prière sur l'Acropole, vous aussi; allez faire ce pèlerinage sacré, allez en Grèce; jouissez de la clarté de ce ciel, contemplez cette mer dont le poète Eschyle a célébré d'un mot intraduisible l' « innombrable sourire »; interrogez ce sol qui recèle toujours dans ses flancs des trésors immortels; mais, en visitant les ruines, ne vous privez pas du plaisir de lier commerce et amitié avec les vivants.

C'est ainsi que mes camarades et moi, les descendants, j'oserais dire les épigones de ces premiers « Argonautes » que M. Piscatory, ministre de France en Grèce, appelait les attachés littéraires de sa légation, nous nous sommes assis au foyer du peuple grec, c'est ainsi que nous sommes allés habiter cette maison des pentes du Lycabète que je



vois d'ici, avec sa blanche façade au milieu des pins où souffle le murmure harmonieux du vent qui vient de la mer.

Cette chère maison, je l'aime parce qu'elle ajoute aux relations officielles qu'entretient notre légation avec le gouvernement d'Athènes, quelque chose de particulièrement doux et de précieux, la relation quotidienne des esprits et des cœurs dans le culte commun de la Grèce et de la France.

Assis au foyer de ce peuple grec, nous l'avons donc bien connu, et j'estime que notre témoignage vaut bien celui du touriste qui, débarqué parfois de mauvaise humeur sur les quais du Pirée, a des altercations avec les cochers et prétend juger toute la nation d'après ce début, sur une terre dont il ne connaît ni les traditions ni les habitants.

Nous autres, nous avons appris — oh ! bien facilement — dans nos conversations quotidiennes, la langue moderne de la Grèce, cette langue qui, sur des ruines qui datent du temps d'Homère, a su faire épanouir une floraison de la plus savoureuse modernité; nous avons chanté les chansons populaires de la Grèce moderne, et, pourquoi ne le dirais-je pas? nous avons essayé de danser ses danses harmonieuses, renouvelées du chœur antique qui, dans le théâtre de Dionysos, déroulait ses anneaux rythmés autour de l'autel consacré aux dieux de l'Olympe et dédié par un peuple d'artistes à l'art humain par excellence, à l'art tragique d'où résultent alternativement la terreur et la pitié, ces deux ressorts profonds des mouvements de l'âme humaine.

Souvent aussi nous sommes sortis des limites étroites, trop étroites, hélas ! du royaume de Grèce et nous avons fait voile sur les caïques des pêcheurs de l'Archipel, relâchant d'escale en escale dans ces îles qui semblent appeler de loin le voyageur par leur belle couleur d'or et le parfum avant-coureur de leurs jardins embaumés; et puis nous avons abordé sur les rives de l'Asie-Mineure... Mais là, je me

hâte de le dire, nous n'avons pas vu, tant s'en faut, uniquement des spectacles enchanteurs.

Sur cette terre hellénique, où campe, depuis cinq siècles, un ennemi qu'il faudra bien en expulser un jour prochain, nous avons appris avec émotion, avec admiration, comment peut faire une nation malheureuse pour rester, durant des siècles d'épreuves, indomptablement fidèle à ses souvenirs et à ses espérances. Par ces pèlerinages aux territoires des Grecs irrédimés nous avons rempli, je crois, les intentions des fondateurs de notre Ecole, née tout à la fois de la tradition classique et de la tradition romantique, aboutissement direct d'un philhellénisme qui va de Chateaubriand à Victor Hugo et de Gambetta à Clemenceau.

Comment une race se conserve intacte au milieu de ses ennemis et cela pendant cinq siècles, c'est une chose qu'on ne peut observer que sur place, là-bas. Vraiment, on admire comment ces cités lointaines, je ne dis pas seulement de l'Ionie maritime, mais aussi de l'intérieur de l'Asie Mineure, ont pu maintenir ainsi l'intégrité de leurs traditions et le trésor de leur langue, confidente de leurs douleurs et de leurs espoirs. Il faut voir de près toutes ces communautés helléniques, groupées autour de leurs écoles, de leurs églises et conservant ainsi, par un miracle séculaire, leur domaine idéal sur leurs territoires dévastés.

Et nous alors, les Français d'après 1870, nous qui les visitions au cours d'un pèlerinage passionné, n'avions-nous pas le droit d'évoquer, dans l'amitié qui nous unissait à ces Grecs irrédimés, la fidélité tranquille et sûre qui nous rattachait à nos Alsaciens et à nos Lorrains et qui vient d'être récompensée conformément aux décrets de la justice divine?

Lorsque, dans les mois d'hiver, après des printemps et des automnes consacrés à ces voyages, nous rentrions dans notre maison française d'Athènes, nous aimions à recueillir



les images des grandes réalités morales qu'avaient vues nos yeux jeunes; nous aimions à fixer par écrit ces choses inoubliables, dont les origines plongeaient si loin dans le passé, et dont les conséquences nous ouvraient de si belles perspectives vers l'avenir. Et puis, dans nos moments de loisirs, nous montions sur la terrasse de la maison de France pour contempler un spectacle que je voudrais représenter à vos yeux.

Du haut de cette terrasse, on voit la cité neuve des Athéniens, la ville industrielle et active, toute bruissante, de l'aube au crépuscule, de mille cris et de mille chansons; plus loin, c'est la perspective du Pirée, de Phalère, la mer bleue et Salamine, violette à l'heure du couchant; puis, ce sont les bois d'oliviers de Colone, les chemins qui s'en vont vers le Péloponèse et d'où Chateaubriand contempla, comme une terre promise, la ville élue d'avance par son génie comme un de ses séjours de prédilection.

Tout ce décor est dominé par le haut piédestal sur lequel s'élève le Parthénon : le temple est là, toujours debout, toujours vainqueur des siècles, merveille de calcul, chef-d'œuvre du génie humain, créé pour rester intact jusqu'à la plus lointaine postérité et qui, en effet, serait demeuré inébranlable si une main criminelle en un jour de détestable mémoire ne l'avait frappé d'un irréparable coup. Le temple est debout, mais il est blessé, atteint d'une blessure incurable. Hélas! il s'est trouvé sur la terre un être assez barbare, assez stupide pour bombarder le Parthénon!... Or, l'un de nous, et je crois bien que c'est mon cher et excellent ami, M. Fougère, aujourd'hui directeur de l'Ecole française d'Athènes, a démontré que, dans la triste soirée du 26 septembre 1687, le canon qui a bombardé le Parthénon et qui lui a fait cette blessure toujours béante, a été pointé par un mercenaire allemand! Image saisissante, souvenir tragique qui ajoute à notre amitié pour

la Grèce l'éternel grief que nous aurons sans cesse à faire valoir contre les bombardeurs de la cathédrale de Reims, image saisissante du mal que n'a jamais cessé de faire au génie civilisateur de la Grèce le germanisme barbare et oppresseur.

Chacun sait, en effet, et l'histoire l'a démontré, que Guillaume II et le sultan rouge Abdul-Hamid ont été sans cesse unis par la plus étroite amitié et par la complicité la plus exécrable; chacun sait que le grand massacreur des Grecs irrédimés et des Arméniens a toujours été approuvé par la cour berlinoise.

Guillaume II, au reste, ne fut pas le seul, dans son empire à professer sur le droit des peuples les doctrines que vous connaissez. Je me souviens d'avoir lu, dans le compte rendu des séances du Reischtag, un discours prononcé par celui de tous les Allemands que nous avons considéré longtemps comme le moins boche, M. de Bülow, chancelier de l'empire. Cet orateur officiel parlait de la Crète en des termes tels que je m'en voudrais de citer ici ce discours, mais je crois bien que M. Venizelos ne l'a pas oublié.

Dans tous les dommages qui ont été causés, en ces derniers temps, à nos amis de Grèce, nous voyons la main de l'Allemagne. Quelques mois à peine avant le jour où les ambitions criminelles de Guillaume ont déclenché la grande guerre, un jeune Français, M. Sartiaux, voyageait sur les rives de l'Asie Mineure; il se trouvait à Phocée, cité antique d'où partit cet heureux navigateur qui a fondé Marseille, métropole grecque de l'Occident latin. M. Sartiaux et son compagnon de voyage, le peintre Manciet, s'abandonnaient à la contemplation du paysage, dont ils essayaient de fixer, l'un par le pinceau, l'autre par la plume, toute la magie rayonnante, lorsque leur rêverie fut interrompue par des cris, des hurlements, par la fuite



des victimes s'efforçant d'échapper à la poursuite atroce de leurs bourreaux : c'était un de ces massacres qui, trop souvent, nous ont apporté du fond de l'Orient des échos auxquels l'opinion de l'Europe ne fut pas toujours suffisamment attentive. Barbarie turque, soit; mais barbarie organisée à l'école allemande du pacha Von der Goltz et de Liman von Sanders.

Et puis Abdul-Hamid eut des successeurs dignes de lui. Ne savons-nous pas ce qu'ont fait les Enver Pacha, les Talaat bey aujourd'hui en fuite et terrés dans je ne sais quelle cachette? Ne connaissons-nous pas Rahmi-bey, vali de Smyrne, aujourd'hui sous les verrous? N'avons-nous pas vu la main de ces hommes, c'est-à-dire la main de l'Allemagne, dans toutes les atrocités qui ont ensanglanté ces villes de l'Asie Mineure, dont le souvenir ne devrait éveiller à nos yeux que des images de repos, de loisir intelligent et de pacifique labeur?

Oui, sans cesse nous retrouvons les Allemands quand nous parcourons la longue liste des maux infligés au cours des siècles à nos amis de la Grèce libre, comme à nos amis de la Grèce irrédimée. Ces persécutions datent de loin : elles ont commencé il y a cinq siècles, à cette date épouvantable du 29 mai 1453 où s'est passé un fait inouï que l'Europe n'aurait pas laissé s'accomplir si elle avait pu, dès cette époque, s'élever à l'idée libérale d'une Société des nations.

Ce jour-là, le prétendu droit de la force a triomphé ; un conquérant barbare s'est emparé de la métropole chrétienne de l'Orient, de Constantinople, qui avait été si longtemps le boulevard avancé de la civilisation européenne aux marches lointaines de l'Est. Dès lors a été inauguré ce régime effroyable qu'aucune nation, peut-être, n'aurait supporté avec autant de patience, de longanimité, de ténacité et d'espoir; dès ce jour, en un mot, s'est posée cette

tragique question d'Orient, que l'Allemagne n'a jamais voulu résoudre dans le sens de la justice et de la liberté.

Et puis, un temps arriva où des échos venus de France réveillèrent en Orient, en Grèce, en Serbie, en Roumanie, des espoirs qui ne s'étaient jamais éteints dans le cœur de ces peuples vaillants et malheureux.

J'ai retrouvé dans un ouvrage d'un de mes amis de Roumanie Pompiliu Eliade, professeur à l'Université de Bucarest, mort trop tôt pour son pays, les éloquents échos de l'émotion qui se manifesta dans tous ces milieux de l'Orient, lorsqu'on apprit qu'une nation d'Occident, la France, déjà riche d'une longue histoire et pouvant se reposer sur ses lauriers séculaires, faisait une révolution pour proclamer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que ce peuple, attaqué par les puissances germaniques, avait débordé ses frontières, comme il le fait aujourd'hui, pour aller porter la bonne nouvelle du renversement des trônes fondés uniquement sur la force brutale, la nouvelle de la libération des peuples, l'évangile moderne qui permettra enfin à toutes les nations, nous en avons le ferme espoir aujourd'hui, de vivre conformément à la loi qu'elles se seront imposée et sous la conduite des chefs qu'elles auront choisis.

Quelle joie, quelle ivresse dans les cœurs de ces pauvres « rayas », comme on les appelait alors ! « Viendra-t-il jusqu'à nous, ce peuple ami, disait-on; entendrons-nous retentir, nous aussi, dans nos bazars, dans nos ruelles où nous sommes pourchassés, traqués par les émissaires du tyran, par l'espion toujours aux aguets, la fulgurante *Marseillaise*? Verrons-nous tomber nos chaînes par le sortilège de ce chant miraculeux, qui ouvre toutes les geôles et apaise toutes les douleurs dans la victoire du droit et de la liberté? »

La destinée alors ne l'a pas voulu, mais déjà nos amis



de là-bas comptaient sur nous, et l'un d'eux, le célèbre humaniste grec Coraïs que j'aime à citer dans cette maison de Sorbonne, fut ami de quelques-uns des hommes les plus illustres de l'époque de notre Révolution et séjourna longtemps en France pour gagner à la cause de son pays les plus hautes intelligences françaises.

L'histoire nous apprend également que Napoléon Bonaparte songea aussi à l'émancipation de la Grèce : il chargea même un de ses amis, un Corse d'origine grecque, Stephanopoli, de lui présenter un rapport sur cette question... Mais les événements furent plus forts que la volonté de l'Empereur; Napoléon se trouva entraîné dans un tourbillon vertigineux, et l'Europe, épuisée par tant d'années de guerre, s'arrêta enfin dans cette halte malheureuse qui fut marquée par les traités de 1815. Et les puissances germaniques, maîtresses au Congrès de Vienne, ont fait à ce moment ce que précisément, aujourd'hui, nous allons défaire. Elles ont fait de la servitude alors que nous voulons faire de la liberté.

Autour du tapis vert du Congrès de Vienne, on se distribuait les peuples comme du bétail à l'encan, sous la férule diabolique de Metternich : ce génie malfaisant des puissances germaniques, la Grèce n'a pas cessé, dans les années qui suivirent, de le trouver devant elle et contre elle; il suffit, pour s'en convaincre, de relire l'admirable déclaration du Congrès d'Epidaure du 1er janvier 1822, où figure cette phrase poignante, en réponse aux injustices accumulées par le Congrès de Vienne et aussi par les conférences de Vérone, de Leybach, de Troppau : « La nation grecque prend le ciel et la terre à témoin qu'elle existe encore ! »

Ce droit à l'existence que les autres lui déniaient, nous le lui avons tout de suite affectueusement reconnu. La France est allée à Navarin avec ses amis, contre la Turquie

et l'Autriche, naturellement unis par l'instinctive complicité des empires de proie. Elle est allée en Morée, avec le général Maison, comme elle est en Macédoine aujourd'hui, avec le général Franchet d'Espérey; et ce n'est pas la faute de la France si un statut constitutionnel n'a pas été donné plus tôt à ce peuple grec naturellement épris de liberté et tourné vers les institutions libérales par sa vocation démocratique.

Il semble qu'à partir de ce moment, à toutes les voix qui ont voulu proclamer le droit de la Grèce à l'existence réellement nationale, totale dans la liberté, une puissance malfaisante ait juré de répondre : « Pas encore ! pas encore ! Tu as combattu, tu as saigné, tu as souffert, tu as gagné à ta cause les plus libérales nations de l'univers : tu ne seras pas encore délivrée. En cachette — car nous ne pouvons le faire ouvertement — nous viendrons détruire tout ce que feront tes grands amis. »

C'est ainsi que, lorsque les traités de Londres eurent proclamé la liberté de la Grèce, on eut, je ne sais à la suite de quelles intrigues, l'idée extraordinaire de mettre sur le trône d'Athènes un prince bavarois !

On s'étonne parfois des difficultés que la Grèce eut à vivre normalement, dans un cadre régulier et sous de justes lois, et l'on oublie que, pendant trente années, elle a dû subir Othon le Bavarois ! Une cour bavaroise à Athènes ! L'étiquette de Munich chez ce peuple spirituel et volontiers ironique. Le protocole extraordinaire du grand-duché de Gerolstein dans la patrie de Socrate et de Platon !

Voilà, mesdames et messieurs, ce qu'a laissé faire la vénérable Europe en un jour d'inattention, où elle avait, sans doute, mal regardé le texte des traités qu'on lui donnait à signer !

C'est l'initiative des Grecs qui a débarrassé l'Orient de cet intrus, de cet indésirable; un beau jour, il fut évacué,



de la manière la plus douce, d'ailleurs, et la plus courtoise. On ne le mit pas à la porte, on eut cette attention délicate; mais, un jour qu'il revenait de voyage, on le pria courtoisement de ne pas débarquer.

De meilleurs jours semblaient devoir pour longtemps luire sur le pays dont Athènes est la charmante capitale. L'Angleterre, par un geste élégant, céda les Iles ioniennes au royaume rajeuni, en stipulant que cette cession avait pour condition absolue que le royaume serait organisé constitutionnellement, que les libertés populaires seraient garanties, que c'en était fini des *verboten* bavarois et du protocole munichois, de la royauté absolue que le triste rejeton de la dynastie des Wittelsbach avait essayé d'acclimater auprès de l'Acropole de Pallas Athéné. Il semblait qu'à partir de ce moment nulle difficulté n'aurait dû empêcher la Grèce de suivre le cours de ses destinées. Le sceptre de la Grèce rajeunie, grandie par l'annexion des Iles ioniennes, fut tenu avec une dignité à laquelle tous ici rendront hommage par le regretté roi Georges, de glorieuse mémoire.

Mais un jour le roi Georges disparut, dans des conditions d'ailleurs mystérieuses et sur lesquelles la lumière n'est pas encore faite. Ce jour-là, ce que n'avait pu faire, à Athènes, la dynastie des Wittelsbach, celle des Hohenzollern entreprit de le consommer : Guillaume II avait trouvé son homme.

Il y a longtemps que l'empereur d'Allemagne rôdait autour de la Grèce; de temps en temps il y faisait des apparitions qu'il voulait rendre sensationnelles, des voyages pompeux au cours desquels il déployait cette ostentation de mauvais goût dont il a donné le déplorable exemple avant de donner aujourd'hui le spectacle répugnant d'une dépression indigne d'un homme de cœur. Puis, un beau jour, il élut domicile dans une des plus belles des îles

grecques, à Corfou, où il devint propriétaire d'un palais dans lequel, ces jours derniers, il avait, paraît-il, la prétention de retourner... Je crois que les bons gendarmes helléniques empêcheraient de grand cœur ce débarquement.

Cependant, des goûts et des couleurs, il ne faut pas disputer : cet homme avait inspiré à son beau-frère Constantin une admiration véritablement déraisonnable.

J'ai aperçu souvent Constantin. J'ai même eu l'occasion d'avoir avec lui un entretien, un seul, peu intéressant, sans doute, car je n'en ai gardé aucun souvenir précis. J'ai eu l'impression, passez-moi cette confidence familière, d'un cerveau rétréci par l'usage excessif du casque à pointe. Le beau-frère du kaiser n'avait pas de plus grand plaisir que de s'habiller en feld-maréchal prussien et de se montrer ainsi dans les rues de sa capitale, au milieu d'un peuple observateur et spirituel, qui n'a pas cessé d'avoir, comme au temps d'Aristophane, le sens du comique. Nous pouvions croire que ce n'était là qu'une fantaisie vestimentaire. Malheureusement, sont venues des manifestations moins anodines, plus significatives, tout à fait déplorables.

Une fois de plus nous voyons ici, dans l'histoire de la Grèce l'intervention de cette puissance mystérieuse, malfaisante, qui, lorsque le peuple grec voulait faire un geste conforme à sa vocation historique, lui disait : « Pas encore ! »

La guerre éclate en août 1914. Je sais l'émotion considérable que cette nouvelle a soulevée dans les cœurs de nos amis de là-bas, non seulement dans l'élite de la société, chez les gouvernants, les savants, les lettrés, mais encore et peut-être surtout dans le peuple, chez ces braves gens des îles que j'avais vus un an plus tôt, à Lemnos, à Mitylène, à Ténédos, acclamant la France, faisant sortir, en quelque sorte, des profondeurs de leur sol, parfois rocailleux, une



merveilleuse floraison de drapeaux tricolores. Nous savions, mes amis et moi, que le cœur du peuple grec était tout pour nous et que les sentiments qui l'animaient trouvaient un écho dans la grande âme du patriote qui dirigeait les destinées de ce peuple prêt dès ce moment à se ranger sous nos drapeaux.

Un détail familier de la vie des rues à Athènes vous apportera la preuve de cet état d'esprit. Lorsqu'on apprit, là-bas, notre victoire de la Marne en septembre 1914, les petits marchands de journaux, qui parcourent le Stade avec ces paquets des feuilles imprimées que prodigue à ses innombrables lecteurs la presse athénienne, criaient tous, d'une voix aiguë que j'entends encore : « Nous sommes vainqueurs ! »

Mais l'Allemagne veillait. Elle avait dicté à celui qui était, en Grèce, son agent officiel, les paroles et les actes par lesquels elle prétendait s'opposer à cet élan du peuple grec.

Je me souviens d'un très beau discours — permettez-moi de le rappeler ici, Monsieur le Président, au risque d'offenser votre modestie — d'un très beau discours que vous avez prononcé devant la Chambre hellénique et dans lequel vous avez raconté l'un de ces entretiens avec le roi, dont vous sortiez l'esprit déconcerté et le cœur angoissé.

Lorsque les hostilités s'engagèrent, le premier geste du président du Conseil grec fut de s'unir à nous et à nos alliés, de courir au secours de la Serbie attaquée. Il fallait pour cela le consentement royal : Mais ce consentement qui donc en doutait? La volonté populaire en était le sûr présage, et un roi constitutionnel n'a pas le droit de se mettre en travers des volontés de son peuple.

M. Venizelos se rend donc au palais royal. Il est reçu par le souverain auquel il expose la situation en lui donnant tous les arguments d'ordre militaire qui rendent possible à brève échéance le succès, mais à condition d'agir sans

retard. Le premier ministre se heurte à toutes sortes d'objections sans franchise, sans précision, qui dissimulent une mauvaise volonté têtue, il se heurte à ces arguments mal définis des hommes derrière lesquels on sent quelqu'un qu'on ne voit pas, qui parle dans l'ombre. M. Venizelos fait alors appel à un argument qu'il estime devoir être tout à fait décisif et il se permet de dire à son interlocuteur qui aurait dû écouter ses conseils : « Mais, Sire, il y a la volonté populaire; il y a le vote de la Chambre, il y a le verdict des élections presque unanimes. Vous êtes un roi constitutionnel, vous êtes le gardien de la constitution; j'ose vous dire respectueusement que vous n'avez pas le droit de vous mettre en travers de la volonté du peuple et de ses ministres. »

Et voici la réponse textuelle que reçut M. le Président du Conseil; elle mérite d'être inscrite dans l'histoire des aberrations humaines : « Oui, répond l'étrange interlocuteur de M. Venizelos, je connais la volonté du peuple; oui, je dois respecter la constitution, mais seulement en ce qui concerne la politique intérieure; pour ce qui est de certaines autres questions, notamment des questions de politique extérieure, je ne suis responsable que devant Dieu ! »

Le Dieu qui s'est dressé ce jour-là devant la Grèce pour lui dire : « Pas encore ! Tu ne feras pas encore le geste attendu et que tu veux faire ! » nous le connaissons, c'était le vieux Dieu de Guillaume. c'était ce Dieu usé, ce fétiche, que nos armées victorieuses ont jeté du haut de son grossier piédestal et auquel, au delà du Rhin, nul ne croit plus.

Vous savez la suite des événements, les coups d'Etat successifs, la dissolution d'une Chambre. régulièrement nommée, des élections nouvelles dans lesquelles le peuple fut appelé à rendre un nouveau verdict qui ramena encore M. Venizelos au pouvoir, verdict singulièrement significatif



puisque, au cours de la campagne électorale, Constantin s'abaissant à ces manœuvres de la dernière heure dont sont coutumiers les candidats aux abois, ne craignit pas de dire : « Venizelos, c'est la guerre ! » Et le peuple grec a voté, tout de même, pour Venizelos !

Mais les puissances germaniques avaient installé à la cour d'Athènes la conviction bien établie qu'elles seraient victorieuses. Constantin répétait sans cesse : « Je ne veux pas faire la guerre ! » Et ce singulier chef d'armée ajoutait : « Je ne ferai pas la guerre, parce que je serais inévitablement vaincu; l'Allemagne sera victorieuse ! » On ne pouvait le faire sortir de là : Constantin avait mis pour toujours son casque à pointe.

En cette aventure, le comique se mêle au tragique. La pauvre armée grecque, mobilisée, restait dans les casernes, l'arme au pied, sans recevoir les ordres de concentration nécessaires, livrée à tous les germes de démoralisation; autour d'elle, les agents à la solde du kaiser s'en donnaient à cœur-joie ; dans les théâtres, dans les journaux, dans les conversations, partout on retrouvait la trace d'un certain baron Schenk, qui avait pris je ne sais dans quelle société le goût des calembours douteux et qui, disposant de l'argent allemand, se vantait de prêcher « l'Evangile selon saint Mark ».

Ce qu'eut de sordide cette propagande allemande, nos amis de Grèce pourront le dire, eux qui en ont été les douloureuses victimes; les coups d'Etat se succédèrent et un jour vint où Constantin, levant le masque, ne respectant même plus les apparences, répondit à la volonté nationale par une nouvelle dissolution de la Chambre et par des élections truquées, en un mot par ces procédés auxquels s'abaissent les chefs de partis attelés à une mauvaise cause.

Est-il besoin de marquer tout ce que souffrit alors le

grand cœur de notre illustre ami? Il avait épuisé tous les arguments, mais il n'avait pas perdu la partie; il n'avait pas même perdu patience. Au milieu de ces difficultés, de ces apparences d'échec, il avait au moins fait entendre à la Chambre hellénique une noble parole, qui fut décisive. Un député de l'opposition — mieux vaut ne pas le nommer, laissons-le à ses regrets et à ses remords — lui disait au cours d'une séance orageuse : « Que ferez-vous, Monsieur le Président, si, en allant au secours de la Serbie, vous trouvez l'Allemagne devant vous? » « Ce que je ferai, répondit Venizelos, je ferai ce que commande l'honneur ! » (Tous les assistants, debout, acclament M. Venizelos.)

La conception de l'honneur avait disparu du palais royal d'Athènes comme elle avait disparu du palais impérial de Berlin. Et M. Venizelos n'en avait pas terminé avec les tribulations et les angoisses. Sachant où était le devoir, il se demandait où étaient pour lui les possibilités d'action.

Laissez-moi vous citer encore un de ces discours dans lequel, avec la sincérité qui le caractérise, M. Venizelos faisait confidence à ses fidèles amis des incertitudes qui l'assaillaient devant certaines paroles, en présence de certains actes bien propres à semer le découragement même dans les cœurs les plus fermes.

« Il faut compter, disait M. Venizelos, avec la faiblesse humaine; le Fils de l'Homme lui-même a senti des sueurs d'agonie avant de subir les amertumes du supplice qui lui était infligé par l'injustice humaine. Nous autres, pauvres hommes, nous ne sommes pas à l'abri des tentations de désarroi, des accès d'incertitude morale... » Et c'est alors que, dans cet admirable discours, que je n'hésite pas à ranger à la suite des plus belles harangues des orateurs antiques, voici un passage dans lequel je vois s'unir à l'esprit du chef qui commande l'âme anonyme et obscure



du peuple qui ne demande qu'à obéir, mais qui veut entendre un mot d'ordre, apercevoir un geste directeur.

M. Venizelos étant dans cet état d'esprit, reçut la visite d'un de ses amis, M. Embirikos, un des meilleurs serviteurs de la Grèce, qui lui rapporta sur un ton presque socratique une conversation qu'il venait d'avoir avec un humble artisan, un de ces hommes qui, aujourd'hui comme dans l'antiquité, aiment à venir à l'Agora et se prononcent librement sur toutes les questions de politique intérieure ou extérieure qui attirent leur esprit ingénieux, subtil et chercheur.

Cet humble artisan avait dit à M. le Ministre Embirikos : « Que voulez-vous que nous fassions si Venizelos ne fait rien? Si Venizelos ne fait rien, c'est qu'apparemment, il n'y a rien à faire. Moi, je suis pour lui, je suis avec lui, je suis son homme : mais moi, pauvre, que voulez-vous que je fasse? Il faut que lui il fasse quelque chose, si du moins il y a encore quelque chose à faire. »

Cette conversation rapportée à M. le Président du Conseil fut pour lui un trait de lumière. Se livrant à un examen de conscience dont il a fait confidence à ses collègues en termes touchants avec un accent de bonhomie, avec une éloquence que je voudrais pouvoir traduire dans ce résumé imparfait, il déclare alors qu'il s'est tenu à lui-même ce langage : « Eh bien ! voilà. Il faut donc que je devienne révolutionnaire ! »

Devenir révolutionnaire n'est pas un geste facile quand on a occupé les sommets de la hiérarchie officielle et les cîmes du pouvoir. Et puis, ajoutait sans doute M. Venizelos, dans ce dialogue intérieur : « Il y a un âge pour les révolutions comme il y a un âge pour le mariage, pour les amours. Mais, enfin, soit ! Puisqu'il y a, dans l'âme populaire, ces désirs inexprimés dont je viens de recevoir l'impres-

sion si touchante, il faut que je fasse quelque chose; il ne faut pas que je laisse le peuple grec croire qu'il n'y a plus rien à faire et que nous sommes perdus. »

C'est alors que l'ancien président du Conseil, l'homme qui était parvenu au sommet des honneurs et du pouvoir, qui avait épuisé beaucoup de ces jouissances humaines qui sont parfois, heureusement, la récompense de la bonne volonté et du vaillant labeur, entreprit ce voyage de Salonique auquel M. Léon Bourgeois faisait allusion, tout à l'heure, — voyage commencé de façon bien modeste, bien obscure, pourrait-on dire s'il ne s'agissait de notre grand ami, et qui se termine par l'apothéose dont nous voyons aujourd'hui le juste éclat et le triomphe mérité.

Il y a quelques années, j'étais au Pirée, et j'avais vu M. Venizelos, alors tout-puissant, victorieux des Bulgares, partir pour signer le traité de Bucarest; je n'ai pas oublié l'ovation qui fut faite au grand homme d'Etat lorsqu'il s'embarqua sur le navire de guerre qui l'emportait vers les rives de la Macédoine. Il était grand alors. Mais combien je le trouve plus grand encore lorsque seul, abandonné d'un certain nombre de ceux qui auraient dû le suivre, méconnu, en proie à cette hostilité des puissantes malfaisantes qui croyaient encore à leur victoire sur l'Europe libre, il prend passage sur le navire qui le porte à Salonique, auprès de l'armée des Alliés. Avec lui, il emportait la fortune de son pays.

A Salonique, M. Venizelos, aidé de son digne ami, l'amiral Coundouriotis, du général Danglis, devient un des meilleurs collaborateurs du haut commandement de l'armée d'Orient. Aux côtés de Sarrail, de Guillaumat ensuite, et plus tard de Franchet d'Espérey, il travaille nuit et jour, se donnant tout entier à sa tâche parfois ingrate car, — il faut bien le reconnaître — ce fut une grave erreur pour l'Entente, que de ne point reconnaître tout de suite le Gouvernement de Défense Nationale organisé à Salonique par M. Venizelos !



Il recrute des volontaires puisqu'on ne lui permet pas de mettre sur pied une armée régulière; il forme la division de la Crète, venue de l'île qui fut son berceau politique, où il fit l'apprentissage de la liberté — la division de l'Archipel dont j'avais vu les îles acclamer la France d'une seule voix et qui a donné une si magnifique majorité aux partisans du chef, — la division de Sérès ardente à l'ouvrage, âpre au combat, parce qu'elle a connu, hélas ! ce que la Grèce a souffert par les atrocités bulgares de Sérès, de Guevgheli, de Doiran, de Nigrita, de Drama, de Doxato, atrocités commises systématiquement, selon la méthode allemande, la même méthode qui a présidé aux crimes de Nomény, de Gerbewiller, de Longuyon et de tant d'autres cités martyres du front occidental.

Une fois constituées, ces divisions de volontaires prennent place dans l'armée d'Orient dont je vois près de moi un des chefs les plus respectés, le général Bailloud, et à laquelle il est juste de rendre un public hommage. Cette armée d'Orient, avant d'être à l'honneur et à la victoire, elle a été à la peine, elle a souffert : certes, elle n'est pas jalouse des lauriers décernés à ses camarades du front occidental, mais elle désire tout de même, cela est naturel — et je trouvais, ces jours-ci l'expression de ce généreux désir dans une lettre d'un soldat qui me touche de près — elle veut que l'on parle un peu d'elle, qu'on permette aux soldats de Macédoine de s'aligner à côté de leurs frères d'armes du front d'Occident. Après une longue attente, l'arme au pied, n'est-ce pas elle qui a rompu le front allemand en Macédoine, n'est-ce pas notre armée d'Orient qui a fait tomber le premier bastion de l'édifice monstrueux dressé pour écraser les nations libres?

La justice suivait son cours; bientôt, grâce à l'interven-

tion d'un haut commissaire appelé en Grèce par nos amis, Constantin était réduit à abdiquer et à s'en aller retrouver dans je ne sais quel château de Suisse, Ferdinand de Cobourg et peut-être bientôt son impérial beau-frère. Et M. Venizelos revenait à Athènes plus populaire, plus aimé, plus respecté que jamais, ayant rempli, lui aussi, son devoir jusqu'au bout.

Après les trois divisions de volontaires qu'il avait constituées et qui déjà avaient fait leurs preuves à côté de nos troupes, une mobilisation nouvelle lui permit d'en mettre sur pied sept autres, portant ainsi à dix divisions combattantes le chiffre des effectifs reconstitués par l'effort grec, rétablissant ainsi l'équilibre numérique en faveur des Alliés. Toutes ces troupes ont contribué brillamment à la victoire. Elles ont attaqué victorieusement l'ennemi, elles l'ont poursuivi sur de nombreux champs de bataille, méritant les témoignages probants et justifiés de leurs camarades et aussi la haute satisfaction du commandant en chef des forces alliées en Orient. Le général Franchet d'Espérey, celui qui, en ce moment, dicte la volonté de la France et de l'Europe libre à Constantinople et à Budapest, vient d'adresser au Président du Conseil des ministres du royaume de Grèce cette lettre que je me reprocherais de ne pas lire tout entière, car elle constitue, à l'actif de la jeune armée hellénique, le plus autorisé et le plus probant des éloges :

« Monsieur le Président,

« Au moment où les hostilités sont arrêtées, j'éprouve « le vif désir de vous dire combien la coopération de la « Grèce a été précieuse pour les armées alliées d'Orient.

« La mobilisation, que vous avez suivie dès son début « jusqu'à sa complète réalisation, avec la conviction inébran- « lable qui vous était inspirée par votre patriotisme clair-



« voyant, a mis sur pied sept nouvelles divisions lesquelles, « lorsque le moment fut venu, apportèrent un renfort efficace « aux armées alliées et me permirent de disposer des forces « nécessaires pour mener à bonne fin les opérations décisives « que vous connaissez.

« La mobilisation échelonnée qui a été faite et la con- « centration des troupes helléniques qui n'autorisèrent « l'envoi au front des dernières divisions que quelques mois « avant l'offensive et, d'autre part, le besoin d'instruction « de ces troupes ne m'ont pas permis de réunir les troupes « helléniques en une unité indépendante, sous la direction « immédiate de son chef, mais m'ont obligé d'incorporer « une partie de ses unités parmi les différentes troupes « alliées. Cependant, cette solution eut aussi son avantage, « car elle fournit l'occasion aux troupes alliées de mieux « connaître les qualités et la valeur militaire de la jeune « armée hellénique, qui fut prodigue en sacrifices.

« Au cours des batailles, les divisions helléniques se « sont chargées de la réalisation de différentes opérations « stratégiques. Au moment où le premier corps d'armée « couvrait la droite du front allié et était prêt à briser, au « moment propice, le front ennemi, les divisions de la Crète « et de Sérès, à l'attaque de Doiran, et la quatorzième « division, au cours de la poursuite de l'ennemi, ont juste- « ment mérité les éloges du général Milne, excellent cri- « tique sur ce sujet.

« Sur la rive droite du Vardar, le général d'Anselme « m'a relaté la bravoure de la division de l'Archipel et la « valeur exceptionnelle, dans la guerre de montagne, de la « quatrième division qui a pris d'assaut les hauteurs de « Djéna, qui étaient défendues avec acharnement par un « ennemi puissant.

« Enfin, sur la gauche, la troisième division a suivi la « marche triomphale de l'armée française et, après avoir

« participé aux luttes difficiles qui ont débarrassé Monastir « et Prilep de la pression ennemie, elle s'est distinguée « dans les opérations ultérieures grâce auxquelles nos « troupes purent atteindre le Danube.

« La bravoure des troupes helléniques a partout digne- « ment conquis les éloges des Alliés. Les enfants sont « dignes de leurs ancêtres.

« Monsieur le Président, vous pouvez être fier et de « votre œuvre et de cette armée que vous avez tirée du « tombeau dans lequel la trahison du régime déchu avait « voulu l'enterrer.

« FRANCHET D'ESPEREY. »

« Salonique, 3 décembre 1918. »

Mesdames et messieurs, au cours de cette séance, j'ai été amené à évoquer la triste image du Congrès de Vienne qui, si longtemps a fait peser sur l'Europe les conséquences des traités de 1815 et prétendit sceller sur les peuples opprimés la pierre du tombeau. En terminant, je vous demande la permission d'évoquer à vos yeux les consolantes perspectives du nouveau Congrès de la paix qui, chassant ces cauchemars d'autrefois, va nous permettre d'apercevoir, dans un avenir prochain, des conditions meilleures pour les peuples délivrés.

Au-dessus de la Conférence de Paris planera le grand principe qui nous est particulièrement cher à nous qui venons de vivre les heures enivrantes, les jours bénis de la libération de nos provinces longtemps opprimées, à savoir qu'il ne doit plus y avoir sur terre ni une Alsace captive, ni une Lorraine esclave.

Le Congrès de Vienne avait travaillé de toutes ses mains brutales à la confection de la paix germanique; c'était un régime monstrueux, fait pour épouvanter, pour répandre



la terreur autour de lui, pour gronder, pour vitupérer, pour incendier et assassiner, au besoin; c'était comme un fétiche assoiffé de sang et de larmes, qui dirigeait les dévastations des Turcs, des Bulgares, des Allemands, tous complices dans le même crime collectif. Ce que façonnera le Congrès de la paix qui va s'ouvrir en France, c'est une image harmonieuse, pareille à celle de la déesse aux yeux bleus dont M. Léon Bourgeois éveillait le souvenir en nous lisant une des plus belles pages du grand écrivain français qui a fait sa prière sur l'Acropole. La figure de la paix de demain sera le symbole de tout ce qu'il y a de beau et de juste dans le monde, de la suprême sagesse, de la justice impeccable, mais de la force aussi, car Minerve est armée : elle possède la Force pour imposer le Droit.

Telles sont les conclusions auxquelles nous amène l'étude que nous venons de faire de l'effort accompli par nos amis de Grèce. Ils ont mérité de cueillir avec nous les beaux et doux fruits de la victoire, après tant d'amertumes, tant de tribulations et tant d'agonies. Ensemble nous avons travaillé, ensemble nous avons souffert, ensemble nous avons combattu : bientôt viendra l'heure de la récompense attendue et du bonheur mérité.

Nous pleurons d'innombrables morts; nous admirons, en la personne de nos soldats, de nos enfants, des héros et des martyrs. C'est en pensant à eux, que nous pourrons nous élever jusqu'à une vision dont je voudrais pouvoir résumer toute la beauté dans le dernier mot de ce discours : la vision de la liberté française, libératrice de l'humanité.

# DISCOURS DE SON EXCELLENCE N. POLITIS

*Ministre des Affaires étrangères de Grèce*
*à l'* « *Effort de la France et de ses Alliés* ».

Je me fais avec une joie émue l'interprète du Gouvernement et de la nation helléniques pour exprimer aux organisateurs de cette belle réunion, à l'éminent homme d'Etat qui a bien voulu en la présidant nous fournir un nouveau témoignage de sa précieuse sympathie, aux éloquents orateurs dont l'ancienne et très éprouvée amitié trouve toujours pour se manifester des accents d'affection propres à réchauffer les cœurs et à stimuler les énergies, notre profonde gratitude pour l'hommage rendu à l'effort grec, comme pour leur profession de foi aux destinées de l'hellénisme.

Je les remercie de l'occasion qu'ils m'offrent de dire ici, à nouveau, notre inaltérable reconnaissance pour le grand et noble pays dont ils sont les dignes représentants, pour cette admirable et héroïque nation, éternel et rayonnant foyer de justice et de vérité, dont le doux nom, cher à tous les pays civilisés, retentit avec une filiale piété dans le cœur des peuples opprimés comme la consolante promesse de leur libération.

## I

Vous avez, Messieurs, décrit l'effort grec et dressé le bilan de l'hellénisme, après la victoire commune, en des termes qui nous ont vivement touchés. Je voudrais, en quelques mots, souligner les enseignements qui s'en dégagent de manière hautement instructive.

Je n'ai pas besoin de rappeler les tragiques circonstances qui, ayant longtemps paralysé l'effort grec, ne lui ont pas permis d'être plus prompt ni plus largement efficace.

Si appréciable qu'il ait été néanmoins, sa valeur morale dépasse ses résultats pratiques.

Il offre une particularité remarquable qui mérite d'être fièrement relevée.

Il est moins le produit de la nécessité que celui d'une volonté nationale consciente, réfléchie, opiniâtre, dont peu de peuples ont, dans l'histoire, offert le spectacle. Sous la conduite du chef génial à qui il a, sans réserve, confié ses destinées, le peuple hellène a, dès le début de l'effroyable lutte, manifesté ses préférences et pris résolument son parti : ses traditions, son intérêt, l'idéal de civilisation qu'il représente, un sentiment de reconnaissance dont il est profondément pénétré, tout lui en faisait un impérieux devoir. Fidèle interprète de la conscience nationale, M. Venizelos choisit pour affirmer cette décision le moment où, après les premières hostilités, les hordes barbares marchaient rapidement sur Paris. Ayant tout de suite compris la haute signification de cette guerre, il voulut, au nom de la nation, faire ainsi non une politique d'opportunité, mais un acte de foi pour la cause de l'Entente, dont la justice et la beauté ne pouvaient que triompher de la force brutale de la barbarie. C'était, à plus de vingt siècles de distance, la France livrant la même lutte que l'antique Grèce eut à supporter contre les Perses. Nul ne pouvait mieux sentir la sainteté de ce rôle que l'âme hellénique. Il fallait vaincre ou mourir, car il n'est pas, pour les peuples libres, de compromis avec les puissances des ténèbres. C'était si bien un acte conscient de foi que M. Venizelos n'eut pas un seul instant la pensée d'y mettre des conditions. Il déclarait à l'Entente que la Grèce était désormais à ses côtés sans rien demander en retour, convaincu qu'avec le triomphe du droit qui résulterait de la victoire les justes aspirations de l'hellénisme recevraient tout naturellement satisfaction.



Hélas ! avant de trouver l'occasion de traduire en actes la résolution si spontanément prise, le peuple grec devait être cruellement éprouvé. Il eut le malheur d'avoir à sa tête un souverain étranger qui, incapable de comprendre le sentiment national, se fit l'instrument de l'ennemi, pour entraver par les moyens les plus déloyaux et les plus abjects, la politique librement choisie.

Je parle à dessein d'entraves et non de changements, car, en dépit de toutes les pressions, malgré le systématique appel aux plus vils instincts, la nation ne modifia pas son attitude. Elle le prouva aux élections de juin 1915, en acceptant le programme de guerre de M. Venizelos à qui elle renouvelait sa pleine confiance.

Elle le montra encore six mois plus tard lorsque, obéissant au mot d'ordre du grand chef, elle offrit cet extraordinaire spectacle de discipline et de maturité politique de refuser en masse de se prêter à un parodie électorale.

Elle le prouva enfin l'année suivante quand, ne pouvant plus espérer la conversion d'un roi convaincu de félonie, elle résolut d'en secouer le joug odieux; à l'effet de retrouver sa liberté dont le premier usage devait être de remplir son devoir d'alliée vis-à-vis de l'héroïque Serbie et de collaborer, de toutes ses forces, aux opérations de guerre.

Je ne connais pas, dans l'histoire, d'exemple de révolution entreprise pour permettre la guerre étrangère. D'ordinaire les révolutions sont faites pour éviter ou pour terminer la guerre. Cette fois elle avait lieu pour la rendre possible.

Voilà la grande originalité de l'effort grec. La nation grecque en est justement fière, car, ainsi, elle n'a pas seulement montré la ténacité de ses résolutions et la fidélité à toute épreuve de ses sentiments; elle a prouvé la force agissante de son idéal et de ses aspirations.

Sans doute, si elle a pu réaliser ce beau programme de haute moralité politique elle le doit à la chance d'avoir eu pour guide, au moment le plus tragiquement critique de son histoire, l'homme capable de synthétiser, avec une indomptable énergie, une exceptionnelle clairvoyance et une radieuse tenue morale, trente siècles de civilisation hellénique.

Mais je suis certain de répondre non seulement à la modestie, mais à la conviction de mon cher chef, en affirmant qu'il n'aurait pas pu accomplir les choses extraordinaires qu'il a faites s'il n'avait pas été en tout, depuis le premier jour jusqu'à la fin, le fidèle interprète de la volonté publique, s'il n'avait pas été constamment investi de la confiance populaire, s'il n'avait été dans chacun de ses actes suivi, secondé, soutenu par la conscience nationale.

Le peuple grec est justement fier de M. Venizelos mais M. Venizelos est encore plus fier du peuple grec.

Ceux qui connaissent l'histoire de l'hellénisme n'ont pas été surpris par les vertus politiques et morales montrées par le peuple grec.

Après avoir dans l'antiquité grecque, éclairé le monde d'un si vif éclat, le flambeau de la civilisation passa, après le déclin de Rome, aux Grecs de Constantinople et d'Asie Mineure, qui, durant dix siècles, alors que l'Occident restait dans les ténèbres, furent les dépositaires de tous les progrès et devinrent, après avoir succombé sous les coups répétés de la barbarie asiatique, les artisans de la Renaissance.

Durant cinq siècles de domination ottomane, l'hellénisme survécut à toutes les épreuves. Il conserva sa langue, sa religion, ses coutumes, ses traditions, le souvenir de ses nobles origines et surtout la foi en ses destinées. C'est cette foi, aussi forte que celle en Dieu, qui lui permit de tout supporter, de ne jamais désespérer. Une des nombreuses



poésies populaires, d'une inspiration consolatrice, nées au lendemain de la conquête de Constantinople, contient deux vers caractéristiques. Il n'est pas de lèvres grecques qui ne les aient prononcés. Faisant allusion aux territoires conquis par le Turc, à Constantinople, à la Thrace, à l'Asie Mineure, à toutes ces contrées où la civilisation hellénique atteignit son plein épanouissement, le poète populaire affirme sa foi en l'avenir en disant :

« Après des années, quand les temps seront révolus, tous « ces lieux seront de nouveau à nous. »

Grâce à cette robuste et inébranlable foi, l'hellénisme à la différence d'autres peuples balkaniques, n'a jamais considéré la conquête ottomane comme définitive. A aucun moment, durant son long esclavage, il n'a accepté, fût-ce implicitement, le régime turc ni renoncé à ses droits violés.

Il a attendu, durant plus de quatre siècles, la restauration de son droit, avec la même patience, la même énergique conviction que la France durant quarante-sept ans la libération des provinces arrachées par la force en 1871, que la victoire vient de lui rendre dans l'émouvante apothéose de la gloire.

Peu importe la durée de la conquête — il n'y a pas de prescription, pour les peuples, des droits auxquels ils n'ont pas volontairement renoncé.

C'est la même foi qui a poussé l'Hellénisme en 1821 à se soulever contre le Turc. Après une longue et terrible lutte de sept ans, où il étonna et émut le monde par son héroïsme et son amour de la liberté et où il eut finalement succombé sans le puissant concours par lequel la France, l'Angleterre et la Russie ont à jamais acquis sa reconnaissance, l'hellénisme réussit, sinon à retrouver tout entière son indépendance, du moins à acquérir un abri pour le dixième à peine de ses membres.

Mais quel abri ! Le ravage et les ruines laissées par les

Allemands dans les provinces françaises les plus dévastées offrent aujourd'hui le spectacle de ce qu'étaient, en 1827, la Morée et l'Attique ! Avec un territoire exigu et ruiné, avec une misérable population clairsemée de 700.000 habitants, sans ressources, sans moyens de communications, sans instruments de travail, le nouvel Etat, dû à l'héroïsme d'un peuple et à la générosité de trois grandes nations, mais réduit, étriqué à plaisir par une diplomatie méfiante et tatillonne, paraissait si peu viable que le prince Albert, qui fut depuis le premier roi des Belges, refusa d'en devenir le chef, ne voulant pas se jeter dans une aventure.

Mais il avait fait un faux calcul, car il connaissait mal la vitalité hellénique. La gageure qui l'avait effrayé fut tenue par le peuple grec, avec un succès d'autant plus méritoire que les difficultés signalées tout à l'heure n'étaient pas les seules à vaincre. Il y en avait d'autres, d'ordre extérieur et d'ordre intérieur. Du jour où il y eut une Grèce libre, si pauvre, si chétive qu'elle fût, les 9/10 de l'hellénisme, laissés par la diplomatie sous le joug turc, ne cessèrent de voir en elle, un encouragement et un asile. Tout le dix-neuvième siècle est rempli des soulèvements successifs de diverses provinces grecques de l'empire ottoman et des persécutions endurées par intervalles par l'hellénisme de Turquie. Ces événements influençaient naturellement la politique extérieure de la Grèce, le périodique afflux des réfugiés constituait une continuelle charge pour ses maigres ressources; la préoccupation et les soucis qui en résultaient formaient une constante entrave à l'œuvre d'ordre et de progrès. C'étaient de lourdes hypothèques qui grevaient le développement normal du pays. Mais il y avait encore d'autres difficultés. La Grèce n'a pas eu de chance avec ses rois. Albert eût été — comme il l'a prouvé en Belgique — un excellent souverain. Il ne voulut pas de la Grèce. A sa place, fut choisi un prince bavarois qui a vainement essayé



d'inculquer à ses sujets l'esprit germanique et le goût de l'absolutisme. Le terrain en Grèce n'est pas favorable à l'implantation de ces produits nocifs. Othon échoua. Les Grecs lui donnèrent un premier avertissement en 1844 en lui imposant une constitution libérale. Othon ne l'a pas compris. Il a persisté dans les mêmes errements, si bien qu'en 1862 on dut le remercier. Il a fallu faire l'essai d'une nouvelle dynastie. Grâce à la sagesse de son premier représentant, qui, à la différence de son prédécesseur, savait comprendre les avertissements devenus parfois nécessaires, elle parut prendre racine. Malheureusement Georges Ier disparut trop tôt : s'il régnait encore, en 1915 la tâche de la Grèce eût été plus facile et son effort beaucoup plus efficace. Le fils privé des vertus du père joua le triste rôle que tout le monde sait. Il a fallu agir à son égard comme vis-à-vis d'Othon. Ainsi, en l'espace de quatre-vingt-cinq années de monarchie, le peuple grec dut faire quatre révolutions pour se défendre contre les entreprises sur ses libertés.

Néanmoins, malgré toutes ces entraves, la Grèce réalisa des progrès considérables : Petit pays de 700.000 habitants pauvres en 1827, il est devenu un Etat respectable de près de 5.000.000 d'habitants prospères; les progrès ne peuvent être appréciés à leur juste valeur que si l'on tient compte des difficultés sans nombre qu'il lui a fallu surmonter. En somme, elle eut à mener de front trois choses : 1° le travail; 2° la libération de ses enfants opprimés; 3° la conservation de ses libertés constamment menacées par le pouvoir royal.

Ces explications permettent de comprendre l'objectif poursuivi par la Grèce au cours de cette guerre. Pour tous les Alliés la victoire était la garantie de leur indépendance contre la domination étrangère. Pour ceux d'entre eux qui avaient des territoires irrédimés, elle signifiait encore leur affranchissement. Pour la Grèce, c'était plus encore : la

INTENTIONAL SECOND EXPOSURE



Allemands dans les provinces françaises les plus dévastées offrent aujourd'hui le spectacle de ce qu'étaient, en 1827, la Morée et l'Attique ! Avec un territoire exigu et ruiné, avec une misérable population clairsemée de 700.000 habitants, sans ressources, sans moyens de communications, sans instruments de travail, le nouvel Etat, dû à l'héroïsme d'un peuple et à la générosité de trois grandes nations, mais réduit, étriqué à plaisir par une diplomatie méfiante et tatillonne, paraissait si peu viable que le prince Albert, qui fut depuis le premier roi des Belges, refusa d'en devenir le chef, ne voulant pas se jeter dans une aventure.

Mais il avait fait un faux calcul, car il connaissait mal la vitalité hellénique. La gageure qui l'avait effrayé fut tenue par le peuple grec, avec un succès d'autant plus méritoire que les difficultés signalées tout à l'heure n'étaient pas les seules à vaincre. Il y en avait d'autres, d'ordre extérieur et d'ordre intérieur. Du jour où il y eut une Grèce libre, si pauvre, si chétive qu'elle fût, les 9/10 de l'hellénisme, laissés par la diplomatie sous le joug turc, ne cessèrent de voir en elle, un encouragement et un asile. Tout le dix-neuvième siècle est rempli des soulèvements successifs de diverses provinces grecques de l'empire ottoman et des persécutions endurées par intervalles par l'hellénisme de Turquie. Ces événements influençaient naturellement la politique extérieure de la Grèce, le périodique afflux des réfugiés constituait une continuelle charge pour ses maigres ressources; la préoccupation et les soucis qui en résultaient formaient une constante entrave à l'œuvre d'ordre et de progrès. C'étaient de lourdes hypothèques qui grevaient le développement normal du pays. Mais il y avait encore d'autres difficultés. La Grèce n'a pas eu de chance avec ses rois. Albert eût été — comme il l'a prouvé en Belgique — un excellent souverain. Il ne voulut pas de la Grèce. A sa place, fut choisi un prince bavarois qui a vainement essayé



d'inculquer à ses sujets l'esprit germanique et le goût de l'absolutisme. Le terrain en Grèce n'est pas favorable à l'implantation de ces produits nocifs. Othon échoua. Les Grecs lui donnèrent un premier avertissement en 1844 en lui imposant une constitution libérale. Othon ne l'a pas compris. Il a persisté dans les mêmes errements, si bien qu'en 1862 on dut le remercier. Il a fallu faire l'essai d'une nouvelle dynastie. Grâce à la sagesse de son premier représentant, qui, à la différence de son prédécesseur, savait comprendre les avertissements devenus parfois nécessaires, elle parut prendre racine. Malheureusement Georges I^er^ disparut trop tôt : s'il régnait encore, en 1915 la tâche de la Grèce eût été plus facile et son effort beaucoup plus efficace. Le fils privé des vertus du père joua le triste rôle que tout le monde sait. Il a fallu agir à son égard comme vis-à-vis d'Othon. Ainsi, en l'espace de quatre-vingt-cinq années de monarchie, le peuple grec dut faire quatre révolutions pour se défendre contre les entreprises sur ses libertés.

Néanmoins, malgré toutes ces entraves, la Grèce réalisa des progrès considérables : Petit pays de 700.000 habitants pauvres en 1827, il est devenu un Etat respectable de près de 5.000.000 d'habitants prospères; les progrès ne peuvent être appréciés à leur juste valeur que si l'on tient compte des difficultés sans nombre qu'il lui a fallu surmonter. En somme, elle eut à mener de front trois choses : 1° le travail; 2° la libération de ses enfants opprimés; 3° la conservation de ses libertés constamment menacées par le pouvoir royal.

Ces explications permettent de comprendre l'objectif poursuivi par la Grèce au cours de cette guerre. Pour tous les Alliés la victoire était la garantie de leur indépendance contre la domination étrangère. Pour ceux d'entre eux qui avaient des territoires irrédimés, elle signifiait encore leur affranchissement. Pour la Grèce, c'était plus encore : la

défaite ne l'eût pas seulement asservie au terrible et odieux joug des Prussiens des Balkans. Elle ne l'eût pas seulement privée de la réalisation du programme national poursuivie depuis un siècle pour la libération de tous les Hellènes irrédimés; elle eût signalé la perte de ses libertés politiques et le triomphe de l'absolutisme.

La victoire est donc, pour la Grèce, double. Elle est désormais débarrassée des entraves internes. Les libertés publiques sont définitivement assurées et des garanties constitutionnelles seront bientôt prises pour les mettre à l'avenir à l'abri de toute nouvelle menace. D'autre part, la Grèce est en droit d'attendre de la paix future la solution du problème de l'hellénisme irrédimé. Elle ne demande rien qui ne soit en parfait accord avec le programme du Président Wilson que tous les Alliés ont accepté pour base de la paix. Par la réunion à la Grèce de tous les territoires grecs, l'unité nationale sera enfin achevée. Aucun groupe compact d'Hellènes ne restera sous la domination de gouvernements oppresseurs et tyranniques.

L'hellénisme aura, après cinq siècles de vicissitudes et de luttes, accompli ses destinées nationales. Débarrassé de tout souci d'établissement, il pourra s'adonner tout entier aux travaux de paix et de progrès avec la certitude d'assurer son bonheur et de servir en même temps de la manière la plus utile, la cause de la civilisation.

Ma conviction à cet égard est absolue. Je ne la base pas seulement sur la connaissance des vertus éprouvées du peuple grec. Je prends de même en considération l'énorme apport d'énergies nationales qui résultera de l'affranchissement de l'hellénisme de Thrace et de l'Asie Mineure, car, plus peut-être que dans la Grèce libre, il y a conservé la pureté de la race, son génie d'organisation et de commerce, ses traditions d'art et de science.



## II

Atteindre un idéal si longtemps poursuivi avec l'obstination du pionnier et la ferveur du croyant, réaliser, malgré mille difficultés, le plus auguste héritage national, avec la conviction d'en être digne, et de pouvoir en faire un usage propre à assurer, avec son bonheur, le progrès humain, c'est une joie ineffable qui gonfle d'une noble émotion le cœur de ceux qui ont eu l'honneur d'être les collaborateurs du grand artisan de cette œuvre magnifique.

Dans leur joie, ils n'oublient pas les puissants concours obtenus des grandes nations amies dont l'héroïsme, l'endurance, l'abnégation ont assuré la plus grande victoire militaire et morale que le monde ait jamais connue.

Le peuple grec leur doit une profonde reconnaissance.

Vis-à-vis des puissances occidentales, ce sentiment, déjà très ancien, se voit affirmé et si possible accru.

Il a toujours eu à l'égard de la France un caractère plus particulier d'affection, non seulement parce que les concours reçus ont été de tout temps empreints du même sentiment, mais aussi parce que des liens spéciaux et un certain rapport de parenté spirituelle ont toujours rapproché les deux nations. L'âme hellénique sent une spéciale attirance vers ce grand pays qui, ayant reçu en dépôt la civilisation gréco-latine, sut, en la conservant, l'enrichir de son propre génie pour en dispenser à son tour les bienfaits avec un généreux désintéressement.

A ces liens anciens viennent s'ajouter ceux que la guerre a créés. Le peuple grec unit sa voix reconnaissante au concert d'universelle admiration pour l'héroïsme exemplaire des merveilleux soldats de France qui ont supporté les plus formidables chocs des barbares et ont su en triompher avec le

concours des Alliés qu'un commun idéal a groupés autour de la France, pour le salut de la civilisation.

Le peuple grec sait encore que c'est principalement à la France qu'il doit le triomphe de ses libertés internes, la réorganisation de ses forces militaires, la conduite des opérations de Macédoine où les armes grecques ont été une fois de plus couvertes de gloire.

Il sait enfin qu'une des meilleures manières de témoigner à la France sa reconnaissance c'est de s'inspirer de son exemple, de se pénétrer de son esprit, de développer en étroite collaboration les liens qui le rattachent à elle, pour le plus grand bien réciproque comme dans l'intérêt de la civilisation.

Après l'effort de guerre il nous restera à poursuivre, avec la même opiniâtreté, l'effort de paix et de consolidation du droit. Il nous faudra garantir, surtout sur le terrain moral, contre les retours offensifs de la barbarie.

A juste titre, le peuple grec voit, avec la plupart des nations, en la France, le représentant par excellence de l'esprit de justice et de liberté qui a animé la guerre et nous a conduits à la victoire. Un des plus beaux fleurons de sa couronne de gloire est, pour la France, d'être reconnue comme l'éducatrice universelle.

Le peuple grec compte avec confiance sur son bienveillant concours pour réaliser plus d'une réforme dans ses méthodes d'enseignement et d'administration. Ainsi préparé il marchera d'un pas plus sûr et plus rapide dans la voie du progrès où il est engagé. Il pourra aussi contribuer au rayonnement de l'esprit français dans toutes les contrées de l'Orient où s'étend son influence.

La France peut être assurée de trouver en lui, dans tous les domaines de l'activité, en même temps qu'un collaborateur dévoué, un ami fidèle et reconnaissant.



## REPLIQUE DE M. LEON BOURGEOIS

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous avez, à plusieurs reprises, acclamé le nom du Président Venizelos comme il doit l'être par tous les peuples libres; je viens de lui demander de donner à notre réunion son couronnement nécessaire en faisant entendre dans cette manifestation la grande voix qui a soulevé la nation grecque et l'a conduite de façon si sûre, si décisive, du péril le plus grave jusqu'à la victoire définitive.

M. le Président Venizelos m'a répondu : « Mais le programme n'indique pas que je doive prendre la parole... Il faudrait que l'Assemblée le désire... »

Monsieur le Président, la révolution grecque non plus n'était pas dans le programme et la nation la désirait. La réponse de l'assemblée, vous venez de l'entendre.

# DISCOURS DE M. VENIZELOS

MESDAMES, MESSIEURS,

Je ne saurais vous dire à quel degré je suis touché de votre accueil : c'est avec la plus profonde émotion que je vous en remercie.

Vos acclamations, j'en suis sûr, vont, par-dessus ma modeste personne, au peuple grec qui, durant toute cette crise mondiale, m'a suivi avec une foi inébranlable; qui, dès les premiers jours de la grande guerre, a voulu se ranger à vos côtés, manifestant à plusieurs reprises sa volonté : d'abord par son vote dans les élections de juin 1915, ensuite, six mois après, par cette grève impressionnante des élections, et enfin par la révolution à laquelle il a eu recours pour briser les obstacles qui l'empêchaient de suivre sa voie nationale.

Tous en Grèce nous avons suivi, avec la même angoisse que vous, mais aussi avec une foi inébranlable dans l'issue finale, la lutte sanglante déchaînée sur votre sol ; nous avons souffert de vos douleurs; nous nous sommes réjouis de vos joies; nous avons été fiers d'être les amis et les alliés de la magnifique armée qui, par sa valeur incomparable, par sa ténacité dans la lutte, par son héroïsme devant lequel s'inclinent tous les peuples, a libéré les territoires sacrés de la France et vous a rendu vos provinces arrachées.

La France sort encore plus grande de cette guerre et de

la victoire qui l'a scellée : et je ne parle pas seulement des territoires reconquis; mais la France en sort grandie moralement aussi, elle réoccupe la place qui lui était due dans la Société des Nations.

C'est cette Société des Nations organisée, basée sur une paix juste et sur la reconnaissance du droit de chaque peuple de se gouverner comme il l'entend, que le monde attend du Congrès de la Paix; elle lui permettra, dans un avenir que nous souhaitons prochain, d'affronter avec plus de succès, de réaliser, de trancher de grands problèmes sociaux sans la solution desquels l'humanité ne peut entrevoir un avenir meilleur. Aussi suis-je heureux de voir cette belle fête présidée par M. Léon Bourgeois, par l'homme qui, depuis des années, est l'un des plus grands apôtres de la propagation de cette idée de la Société des Nations et aussi l'un des meilleurs artisans de toutes les réformes sociales et démocratiques nécessaires pour l'avenir de l'humanité.

Imp. Henri DIÉVAL, 57, rue de Seine, Paris.

MCH 26385

END OF
TITLE